

Opinion



Pascal Warnier

Économiste et diplômé en sciences de l'éducation (*)

■ Ce 8 mai, nous célébrons les 80 ans de la Libération. Se rappeler ce qui s'est vécu en 1940 permet de mieux comprendre ces familles qui, aujourd'hui, quittent leur pays, leurs racines, leurs amis, pour gagner un lieu plus sûr, plus accueillant.

tout quitter, démunis de tout, ne sachant pas pour combien de temps nous partions et ignorant notre destination finale. [...] Après plusieurs jours de voyage, nous sommes fourbus par les kilomètres parcourus, par la peur, l'angoisse et la chaleur", relate mon père.

La chaleur d'un foyer

Accueillis après plusieurs semaines de pérégrinations, mon père et sa famille goûtent enfin à la chaleur d'un foyer à Poitiers: "Nous venons à peine d'arriver que déjà ce repas se déroule dans un vrai climat familial. Après trois semaines de privations et de souffrances sur les routes de France, la chaleur de cet accueil nous reconforte et nous comble pleinement. Dès les premiers jours, nous mesurons notre chance d'avoir été accueillis dans une famille remarquable. Nous ne sommes pas considérés comme des réfugiés inconnus mais comme des membres à part entière d'une famille tellement proche de nous."

Nous faire croire aujourd'hui que nos pays sont en danger face au flux migratoire est une interprétation de la réalité qui nourrit un projet politique basé sur la peur et la stigmatisation de l'étranger. Ces flux oscillent entre 2 et 3 millions de personnes dans l'Union européenne depuis une décennie (mis à part l'année 2022 et le début de la guerre en Ukraine) pour 1,2 million de personnes qui quittent le territoire européen (2). Le solde migratoire annuel s'élève donc en moyenne à 1,3 million de personnes, soit 0,28% de la population de l'UE. Ce chiffre doit aussi être relativisé au regard du défi majeur que représente l'urgence démographique en Europe. D'ici à 2100, sa population diminuera de 7%. Enfin, plusieurs études économiques ont démontré qu'en

France, le coût de l'immigration pour les finances publiques était quasi nul (3). Voilà qui tempère sensiblement le discours alarmiste de certains leaders politiques.

L'héritage du pape François

La mort du pape François nous laisse en héritage le combat incessant qu'il mena dès les premiers jours de son pontificat en faveur des migrants. Ce combat ainsi que la générosité dont ont fait preuve les populations des zones libres en mai 1940 doivent nous inciter à ne pas glisser, doucement mais sûrement, vers une adhésion au discours de rejet de l'étranger en souffrance qui se présente à nos portes, mais plutôt à voir dans l'immigration une opportunité d'enrichissement culturel et de contribution économique. Le pape François nous exhortait à rejeter la culture de l'indifférence et à adopter sans réserve la culture de l'humanité et de la fraternité. Sachons faire mémoire de l'accueil que reçurent nos familles en 1940 et de l'inlassable engagement du pape défunt en accueillant dignement chaque migrant qui fuit la misère et la guerre et requiert notre hospitalité.

→ (*) Blog et publications: <https://enobservantlemonde.wordpress.com>

→ (1) "Le périple d'une famille à travers la France", Joseph Warnier, in "Paroles d'exode", Roger Marquet, Editions Weyrich, 2010.

→ (2) Eurostat, cité dans "Les Échos", "L'immigration en Europe en 4 chiffres clés".

→ (3) Deux économistes analysent les programmes (électoraux), "La Croix", 3 juillet 2024.

CHRONIQUE

Qu'est-ce que le progrès social?

■ Quasi tout le monde se réclame du progrès et, parallèlement, jamais n'a-t-on autant discrédité son adversaire. Voici les trois adversaires des progressistes.

Nadia Geerts
Essayiste

Voilà bien une question essentielle. Et nos sociétés démocratiques semblent traversées par ce paradoxe: tout le monde ou presque se réclame du progrès, et parallèlement, jamais sans doute n'a-t-on autant discrédité son adversaire en l'accusant d'être "conservateur", "réactionnaire", voire bien sûr "fasciste".

Or, c'est une chose entendue, le progrès, c'est bien, et la régression, c'est mal. Sauf qu'une telle affirmation ne dit encore rien de ce qu'est le progrès. Le dictionnaire nous apprend que progresser, c'est aller de l'avant. Mais vers quoi? Le précipice? La guerre? La fin du monde? Évidemment non: le progrès désigne un "processus évolutif orienté vers un terme idéal", et s'apparente ainsi à l'amélioration, au perfectionnement.

Invoquer le nécessaire progrès social, c'est donc en appeler à l'amélioration de la société vers une société idéale. Diable, voilà bien un noble projet!

Interprétation divergente

Qui sont alors les adversaires des progressistes? Ils peuvent être, en toute logique, de trois types.

D'abord, ceux qui ne cherchent pas l'amélioration de la société. Leur individualisme forcené les rend indifférents à toute préoccupation sociétale. "Après moi, les mouches!" pensent-ils, confiants dans le fait qu'ils tireront toujours leur épingle du jeu, même si les choses devaient socialement mal tourner.

Ensuite, ceux qui considèrent que la société ne s'améliorera pas en allant de l'avant, mais en retournant vers l'arrière, vers un passé idéal. Simples "conservateurs" convaincus que "c'était mieux avant", ou fondamentalistes religieux nostalgiques de l'époque chimérique où nous vivions sous la loi de Dieu, ceux-là nous voient tout à la fois avancer et nous éloigner de la société idéale.

Enfin, sans doute les plus nombreux: ceux qui ont une interprétation divergente de la nôtre de ce qui constitue une amélioration pour la société. Et à vrai dire, cela même n'est pas certain. Car n'aspérons-nous pas tous à une société composée d'êtres libres, égaux, heureux, vivant en paix et en bonne santé?

Au cœur de la réflexion politique

Nos désaccords, sans doute, portent davantage d'abord sur la définition de ces concepts (qu'est-ce que la liberté, l'égalité ou le bonheur?) et ensuite sur la meilleure manière d'y parvenir.

Nous sommes là au cœur même de la réflexion politique. Et cette réflexion devrait pouvoir être menée, à tout le moins, entre tous ceux qu'anime une préoccupation pour le progrès social, quels que soient leurs désaccords par ailleurs. Car la politique, c'est d'abord et avant tout l'acceptation et la gestion pacifique du désaccord. Désaccord sur les fins, parfois, mais beaucoup plus fréquemment sur les moyens.

Et pour que ce travail puisse avoir une chance d'être mené à bien, il est urgent de retrouver un ingrédient essentiel sans lequel il n'est pas de dialogue possible: la confiance. Car un monde dans lequel l'écoute et l'échange d'arguments, dans la volonté sincère de progresser ensemble, font place aux procès d'intention, à la suspicion permanente et aux anathèmes, n'est plus le monde de la politique, au sens large et noble du terme, mais celui de la guerre. Dans ce monde-là, il n'y a plus d'adversaires politiques, de désaccords à surmonter, de compromis à trouver. Dans ce monde-là, il n'y a plus que des ennemis à abattre.

Est-ce vraiment dans ce monde que nous sommes convaincus de vivre aujourd'hui? Est-ce vraiment dans ce monde que nous voulons vivre demain?